

L'Italie ou le drame politique en trois actes. La France, acte ?

"La suite de l'histoire dépendra en grande partie de la capacité des acteurs qui s'opposent aux réformes néolibérales de ramener au coeur du conflit politique leurs conséquences concrètes en termes de précarisation de la relation salariale, d'explosion des inégalités, de réduction de la protection sociale, de dégradation des services publics." Toute ressemblance avec la France...

Après avoir expérimenté « *l'extrême droite conciliante avec Bruxelles* » [au sein du gouvernement Draghi](#) , l'Italie a donné ce dimanche, avec 36 % d'abstention, une majorité à la coalition des droites conduite par Fratelli d'Italia (« Frères d'Italie »).

Lors du scrutin de 2013, la formation d'inspiration néofasciste menée par Mme Giorgia Meloni [recueillait moins de 2 % des voix](#) et n'obtenait neuf sièges de députés que grâce à son alliance avec Silvio Berlusconi. Remportées par le Mouvement 5 étoiles (M5S), les élections générales de 2018 marquent une étape décisive, au profit, dans un premier temps, [de la Ligue de Matteo Salvini](#) .

Au sein de la coalition à trois victorieuse ce dimanche, Berlusconi et Salvini sont désormais relégués au second plan. Au tour de Meloni de prétendre à la présidence du conseil italien. Stefano Palombarini analysait l'an passé dans nos colonnes les évolutions récentes de la politique italienne à l'aune du concept de bloc bourgeois, un groupe social minoritaire et régulièrement contesté dans les urnes, mais toujours hégémonique (*lire aussi « [L'étrange disparition du Parti communiste italien](#) »* .

Une extrême droite réconciliée avec Bruxelles, I 'Italie, un laboratoire politique européen par Stefano Palombarini (2021)

Quand elle est devenue l'une des principales formations politiques d'Italie, il y a trois ans, la Ligue (extrême droite) n'avait pas de mots assez durs contre Bruxelles et ses politiques d'austérité. Elle a pourtant rejoint, en février dernier, le gouvernement de M. Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne. Comment expliquer un tel renversement ?

Dix ans après, M. Mario Monti et son gouvernement de technocrates, un autre ancien cadre de Goldman Sachs vient de s'installer au palais Chigi. Comme son prédécesseur, et comme M. Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle française de 2017, M. Mario Draghi prétend dépasser le clivage entre la droite et la gauche en s'élevant au-dessus des partis et en apportant la vision éclairée de l'expert, tout en restant scrupuleusement dans les clous fixés par Bruxelles : orthodoxie budgétaire et néolibéralisme. L'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) a réussi à rassembler toutes les formations italiennes, de la gauche à l'extrême droite, y compris celles qui ont prospéré en s'opposant à ce programme. Il a en effet reçu le soutien conjoint du Mouvement 5 étoiles (M5S) et de la Ligue, deux partis qui, trois ans plus tôt, remportaient les élections législatives sur la promesse de rompre avec l'austérité et de s'opposer aux diktats européens.

Que des ministres d'extrême droite siègent au gouvernement de M. Draghi n'a pas ému grand monde, ni dans les chancelleries européennes, ni dans les médias, où cette coalition nationale est présentée comme un modèle de bon sens. Personne ne s'est non plus offusqué de cette démocratie italienne si particulière où les électeurs peuvent voter majoritairement, en mars 2018, contre les politiques de rigueur imposées par Bruxelles, puis, sans même être à nouveau consultés, se retrouver en février 2021 avec un gouvernement défendant ces mêmes politiques. L'histoire de ce retournement est celle d'un drame politique en trois actes.

Acte I, août 2011 . Tout juste nommé à la présidence de la BCE, M. Draghi adresse une lettre à M. Silvio Berlusconi, le chef

du gouvernement italien. Il lui expose une série de mesures nécessaires pour obtenir l'aide de son institution : coupes dans les dépenses publiques et les retraites, libéralisations dans le secteur des services, révision des règles de licenciement, baisse de la rémunération des fonctionnaires. Le président du conseil italien n'a pas les moyens de s'y opposer, car, sans l'aide de la BCE, les taux sur la dette remonteraient et la situation deviendrait vite intenable. Mais la majorité de droite est trop divisée pour s'engager dans un tel programme. Trois mois après la missive, le budget proposé par M. Berlusconi est retoqué au Parlement, et c'est M. Monti, un « expert » sans étiquette politique, qui prend le relais.

S'ouvre alors une période qui durera sept ans et qui verra se succéder quatre présidents du conseil : après M. Monti viendront MM. Enrico Letta, Matteo Renzi et Paolo Gentiloni. L'action de ces gouvernements, intégralement consacrée à des réformes institutionnelles d'inspiration néolibérale, repose sur l'accord entre le Parti démocrate (centre gauche) et la droite de M. Berlusconi. Le soutien provient des classes aisées et d'une fraction importante des classes moyennes, dans un dépassement singulier des appartenances fondées sur le clivage entre la droite et la gauche : c'est le « bloc bourgeois » ([1](#)), une coalition sociale semblable à celle qui sera agrégée quelques années plus tard par M. Macron en France.

Acte II. Les partis qui avaient suivi la feuille de route de la BCE sont très sévèrement sanctionnés. Le bloc bourgeois s'effondre en raison de son incapacité à s'élargir à une fraction significative des classes populaires, alors même que les classes moyennes s'en éloignent. Forza Italia, le parti de M. Berlusconi, et le Parti démocrate, qui, dix ans auparavant, réunissaient 70 % des voix, ne pèsent plus que 32 %. En parallèle, ceux qui s'étaient situés dans l'opposition obtiennent un résultat remarquable. La Ligue de M. Matteo Salvini s'impose, fait inédit, comme la principale force à droite et à l'extrême droite, tandis que le M5S devient le premier parti du pays en approchant un tiers des suffrages.

Acte III, février 2021 . Alors même que les équilibres au Parlement n'ont pas changé depuis le scrutin de mars 2018, un troisième gouvernement doit être désigné. Les deux précédents (l'alliance entre la Ligue et le M5S, puis celle entre le M5S et le Parti démocrate) ont fait long feu, chacun ayant duré à peine plus d'un an. C'est alors que M. Draghi, celui-là même qui avait signé la lettre qui servit de bréviaire au bloc bourgeois, est chargé de former un gouvernement. D'une façon qui peut paraître surprenante, l'ancien banquier est accueilli en homme providentiel, non seulement par les partis qui, en appliquant son programme, se sont effondrés dans les urnes, mais aussi par ceux qui, en s'y opposant, se sont imposés sur le devant de la scène politique ([2](#)).

Rien pour les ménages appauvris

Monsieur Draghi a multiplié les signaux qui ne laissent aucun doute sur sa volonté de reprendre le chemin de la réforme néolibérale. Il a ainsi choisi comme conseiller économique M. Francesco Giavazzi, qui figurait déjà parmi les « experts » chargés par le gouvernement Monti d'identifier les dépenses publiques à sabrer ([3](#)). Lors de son premier discours devant le Sénat, le 17 février, il a déclaré que de nouvelles réformes seraient bientôt annoncées. Il s'agira de renforcer la concurrence, de « simplifier » le système fiscal, de réduire les prélèvements, de rendre l'administration plus efficace et de favoriser l'émergence de pôles d'excellence dans la recherche. Mais surtout, il a fait savoir que l'utilisation de l'aide européenne prévue par le plan de relance « Next Generation EU », mis en place dans le cadre de la pandémie de Covid-19, serait sélective et discrétionnaire.

Cette aide ne ressemblera pas du tout à la pluie d'argent annoncée par les médias, qui évoquent un montant supérieur à 200 milliards d'euros. Ce chiffre délibérément mensonger résulte de l'addition sans aucune signification économique de la subvention provenant d'un fonds que l'Italie devra alimenter au même titre que les autres pays de l'Union et de prêts que la Commission pourrait contracter en son nom, permettant à l'Italie de payer moins d'intérêts que si elle s'endettait directement. En réalité, l'aide sera dans le meilleur des cas de 66 milliards d'euros, étalée sur six ans ([4](#)) : 11 milliards par an, soit moins de 0,7 % d'un produit intérieur brut (PIB) qui a plongé de près de 9 % en 2020.

Il s'agit donc d'une aide modeste, sans rapport avec l'ampleur de la récession économique, et qui ne permettra aucune relance significative de l'activité ; l'utilisation de la subvention et des éventuels prêts sera strictement contrainte par un plan qui doit être négocié avec les institutions européennes. Dans son discours au Sénat, le nouveau président du conseil a fait comprendre que la négociation ne serait pas compliquée : sa conception d'une utilisation « *efficace* » de l'aide coïncide en tout point avec celle de la Commission.

Tout d'abord, l'argent en provenance de l'Union sera destiné aux entreprises. Pour les ménages réduits à la pauvreté par la chute historique de la production, M. Draghi s'est limité à évoquer l'habituelle perspective néolibérale de « *politiques actives pour l'emploi* », qui consisteront à « *renforcer la formation pour les travailleurs et les chômeurs* ». Mais il a également pris soin d'expliquer que son gouvernement se chargerait de distinguer, dans la masse d'entreprises que la chute de l'activité a mises en difficulté, celles destinées de toute façon à la faillite et celles qui gardent une capacité concurrentielle et d'innovation : seules ces dernières pourront bénéficier du plan de relance. Sous couvert d'impulsion à la transition numérique et écologique, le gouvernement prépare ainsi une réforme profonde du capitalisme italien. Elle ne passera par aucun texte de loi et consistera à débarrasser la structure productive des entreprises à main-d'oeuvre faiblement qualifiée, trop orientées vers le marché intérieur ou obligées de composer avec des syndicats jugés excessivement conflictuels.

Telle est donc la conclusion (provisoire) du drame en trois actes : la stratégie qui avait orienté la politique italienne de 2011 à 2018, largement désapprouvée aux dernières législatives, revient en fanfare avec l'appui presque unanime du Parlement, et sans passer par de nouvelles élections. Pour expliquer cette issue extravagante, un bond de trente ans en arrière s'impose.

Fin du clivage droite-gauche

Au début des années 1990, l'Italie cesse d'être un exemple unique, parmi les pays démocratiques, de la plus totale stabilité politique. La Démocratie chrétienne, une formation centriste pilier de tous les gouvernements, sans exception, depuis 1948, s'effondre et disparaît, tout comme les partis qui étaient ses alliés. C'est la conséquence, selon l'opinion générale de l'époque, des enquêtes sur la corruption, censées produire un salutaire renouvellement de la classe politique. La suite a démontré que la crise était bien plus profonde. Elle correspondait à la rupture d'un compromis social spécifique, fondé au moins depuis la fin des années 1970 sur la hausse de la dette publique et la pénalisation des classes salariées ([5](#)). À la même période, après la chute du mur de Berlin, en 1989, le Parti communiste italien, qui, tout en ne connaissant que l'opposition, avait longtemps été la principale formation communiste d'Europe occidentale, entre dans une phase de révision doctrinale. Celle-ci produira une série de changements de nom et l'attachement progressif au référentiel de la « troisième voie » théorisée par le sociologue Anthony Giddens ([6](#)), traduite politiquement par MM. Anthony Blair au Royaume-Uni et William Clinton aux États-Unis.

L'histoire qui commence au début des années 1990 est celle de la tentative de construire une démocratie de l'alternance, et c'est l'histoire d'un échec. La coalition sociale qui soutient les droites est dès le départ divisée : d'un côté, des catégories liées aux petites et moyennes entreprises du Nord, favorables aux réformes néolibérales et qui adhèrent au processus d'intégration européenne ; de l'autre, des classes populaires et précaires, davantage présentes dans le centre et le sud du pays, qui souffrent de l'austérité imposée par les traités européens. L'existence d'un bloc social en mesure de soutenir le centre gauche est tout aussi hypothétique. La « troisième voie » donne la priorité à l'égalité des chances sur celle des conditions de vie et repose sur une croyance aveugle dans les bienfaits du marché libre ; la volonté de renouveler la gauche en suivant ces préceptes a pour principal effet de provoquer l'éloignement du bloc des classes populaires salariées. Les contradictions qui minent les deux coalitions sociales se traduisent par la défaite de tous les gouvernements qui se succèdent de 1994 à 2011, souvent affaiblis par des désaccords internes et systématiquement battus à l'issue de leur mandat. Jusqu'au quatrième gouvernement Berlusconi, qui perd l'appui de sa majorité parlementaire en novembre 2011.

À cette époque, la conscience de la difficulté de faire vivre un système politique bipolaire est diffuse. Au Parti démocrate, la ligne blairiste est largement majoritaire : les attentes des ouvriers sont perçues comme un obstacle sur

le chemin de la modernisation de l'économie. La convergence avec la fraction néolibérale de la droite s'opère, et la voie s'ouvre pour l'expérience du bloc bourgeois.

Ainsi, le bloc bourgeois ne correspond pas seulement à une stratégie visant à la formation d'une alliance sociale spécifique, dans laquelle les classes moyennes et supérieures, auparavant divisées par le clivage droite-gauche, se réunissent pour soutenir les réformes néolibérales : il est également un projet culturel et idéologique qui a pour but la restructuration complète de l'espace politique. Un projet qu'on voit à l'oeuvre dans nombre d'États, et dont le succès a été complet en Italie. Dans ce pays, le positionnement des acteurs politiques et les attentes de l'électorat ne s'organisent plus autour de la polarisation gauche-droite, mais dans un espace défini par les oppositions entre européistes et nationalistes, cosmopolites et identitaires, fédéralistes et souverainistes. Une campagne médiatique s'est chargée constamment de séparer les programmes politiques « responsables » (c'est-à-dire conformes à la transition néolibérale) des positions « populistes » (étiquette réservée à tous ceux qui s'y opposaient).

Une majorité sociale hétérogène

Remportées par le M5S et la Ligue, les législatives de mars 2018 ont marqué à la fois l'échec électoral du bloc bourgeois et la consolidation de son hégémonie, qui se traduit par la capacité d'orienter la stratégie de ses adversaires. En vue de l'échéance électorale, la Ligue s'était donné l'image (factice) d'un parti anti-euro et nationaliste, alors que le M5S s'opposait à la « caste » des élus et aux « élites » privilégiées : les deux mouvements prétendaient se situer dans l'espace politique au-delà de la droite et de la gauche tel que défini par le bloc bourgeois. À l'un des pôles qui structurent cet espace se trouve une alliance relativement homogène qui se pense comme ouverte, européen, progressiste, et qui a tendance à dissimuler le rôle pourtant central de la réforme néolibérale dans le projet qu'elle porte. Mais cette alliance, le bloc bourgeois, est socialement minoritaire. Au pôle opposé, il y a une majorité sociale hétérogène qui s'agrège de façon variable autour du rejet de la caste, de l'hostilité à l'euro ou encore d'un élan nationaliste teinté de xénophobie. Le premier gouvernement de M. Giuseppe Conte, fondé sur l'alliance entre les deux vainqueurs de 2018, a montré toute la difficulté d'identifier une stratégie de médiation en mesure de transformer cette majorité sociale en un bloc compact. Mais le destin guère plus glorieux du deuxième gouvernement Conte (M5S - Parti démocrate) démontre que, en présence de rapports de forces hégémoniques qui conduisent à nier la pertinence du clivage droite-gauche, les chances de reconstruire la gauche, même dans une version rose très pâle, sont proches de zéro.

Dans l'espace structuré par l'idéologie du bloc bourgeois, la seule stratégie politique cohérente est ainsi celle... du bloc bourgeois. Cela explique la surprenante conclusion du drame italien en trois actes, avec l'unité nationale autour d'un projet libéral et européen socialement minoritaire. Cette conclusion est cependant provisoire. D'autres actes suivront, et les classes sacrifiées par les réformes structurelles passées et à venir en seront les protagonistes. Dans quel rôle et sous quelles formes ? Il est trop tôt pour le dire, comme il est trop tôt pour savoir si ces classes chercheront une nouvelle voie démocratique après la désillusion engendrée par un résultat électoral qu'elles ont vécu, en 2018, comme une grande victoire, et qui a fini par produire M. Draghi. La suite de l'histoire dépendra en grande partie de la capacité des acteurs qui s'opposent aux réformes néolibérales de ramener au cœur du conflit politique leurs conséquences concrètes en termes de précarisation de la relation salariale, d'explosion des inégalités, de réduction de la protection sociale, de dégradation des services publics. La remise en question de l'hégémonie du bloc bourgeois passe par là ; sa véritable défaite aussi.

Stefano Palombarini , Maître de conférences à l'université Paris-VIII.

([1](#)) Cf. Bruno Amable, Elvire Guillaud et Stefano Palombarini, *L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie*, Éditions rue d'Ulm, Paris, 2012.

([2](#)) Sur les stratégies des partis italiens, *cf.* « [Avec le gouvernement Draghi, le retour paradoxal du bloc bourgeois](#) », Contretemps, 21 février 2021.

([3](#)) *Cf.* Cet édifiant portrait de l'économiste italien : Lorenzo Zamponi, « [Il governo dei Giavazzi](#) », Jacobin Italia, 25 février 2021.

([4](#)) L'Italie recevra entre 2021 et 2026 une subvention de 82 milliards d'un fonds auquel elle devra contribuer pour 40 milliards : la subvention nette sera donc de 42 milliards. Pour les éventuels prêts (127 milliards), l'aide correspondrait aux économies réalisées sur la charge des intérêts, qui dépendent de l'évolution du différentiel entre les taux italiens et ceux auxquels emprunterait la Commission. En toute hypothèse, ces économies ne dépasseront pas 24 milliards d'euros. Ces calculs sont présentés dans Emiliano Brancaccio et Riccardo Realfonzo, « [Draghi's plan needs less Keynes, more Schumpeter](#) », *Financial Times*, Londres, 12 février 2021.

([5](#)) *Cf. La Rupture du compromis social italien. Un essai de macroéconomie politique*, CNRS Éditions, Paris, 2001.

([6](#)) Anthony Giddens, *Beyond Left and Right : The Future of Radical Politics*, Stanford University Press, 1994.